

*l'Anti*capitaliste

n°731 | 28 novembre 2024 | 1,50 €

l'hebdomadaire du NPA ~ L'ANTICAPITALISTE

AUSTÉRITÉ

CASSE DE LA PROTECTION SOCIALE,

LICENCIEMENTS...

**CENSURONS
LE GOUVERNEMENT
ET LE PATRONAT !**

**DANS LA RUE
PAR LA
GRÈVE**

ZOOM

Palestine. La CPI réagit, la rue doit continuer la mobilisation

Page 3

INTERNATIONAL

Ukraine. Ce que cachent les missiles hypersoniques

Page 4

ARGUMENTS

Pour une agriculture paysanne... par-delà les frontières

Page 5

CHAMP LIBRE

Entretien avec Elsa, vidéaste, militante féministe et antivaldiste

Page 8

Édito

À bas les lois d'exception

Par ALEX BACHMAN

Le 19 novembre dernier les députés de La France insoumise ont déposé une proposition de loi visant à retirer du Code pénal le délit d'apologie du terrorisme, provoquant scandale et indignation des bonnes âmes, de l'extrême droite jusqu'au PS. Rappelons que jusqu'en 2014 les délits liés à l'apologie des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité relevaient de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse. Il y a dix ans le ministre de l'Intérieur de Hollande, Bernard Cazeneuve, le responsable de la mort de Rémi Fraïsse, créait deux nouveaux délits, la « provocation à la commission d'actes terroristes » et « l'apologie du terrorisme » qu'il intégrait au Code pénal.

Depuis la première loi antiterroriste de 1986, il y a eu une accumulation de pas moins de 40 lois ou modifications législatives. Elles ont conduit à un système pénal d'exception, qui sert aussi de moyen de contrôle des populations : garde à vue pouvant aller jusqu'à 144 heures (soit six jours), écoutes, perquisitions de nuit, etc. Sans compter les assignations à résidence et les perquisitions administratives permises dans le cadre de l'état d'urgence.

La spécificité de la législation antiterroriste est de juger sur les intentions et pas sur les faits commis, contrairement au droit commun, c'est une véritable justice d'exception. L'État se donne ainsi les moyens de condamner les opinions. C'est particulièrement visible depuis le 7 octobre 2023 : toutes les voix qui ne reprennent pas le discours sur le « massacre antisémite » et le « droit inaliénable d'Israël à se défendre » peuvent se retrouver menacées de poursuites pour apologie du terrorisme. C'est le cas du NPA-l'Anticapitaliste et de tant d'autres, militantEs ou associations.

Aujourd'hui, même l'ancien juge antiterroriste Trévidic pense que l'utilisation extensive de la notion d'apologie du terrorisme mène à de « véritables abus ».

Pour nous, il est grand temps de supprimer ce délit d'apologie du terrorisme, véritable délit d'opinion et prétexte à bâillonner les voix contestataires de la politique génocidaire de l'État israélien.

Bien dit

Manifester des opinions politiques, mener des actions, cela ne peut être un crime. Ces principes datent de la conquête de nos libertés. Dans un contexte colonial, il doit être fait un usage extensif de ces principes, un usage qui protège impérieusement les colonisés dans l'expression de leur liberté, de leurs convictions.

ANNIE ERNAUX, PIERRE LEMAITRE, BARBARA STIEGLER, ÉRIC VUILLARD, signataires de la tribune « Il faut libérer Christian Tein », du 26 novembre parue sur le Blog de *Mediapart*.

À la Une

AUSTÉRITÉ, CASSE DE LA PROTECTION SOCIALE, LICENCIEMENTS...
Censurons le gouvernement et le patronat!

Alors que le budget concocté par Barnier avait fait l'objet de nombreux amendements à l'Assemblée nationale, il est désormais revenu, le 25 novembre, dans sa version initiale devant le Sénat. Selon le rapporteur général de la commission des finances, Jean-François Husson (LR), « on est dans la grande urgence ».

Pourtant, le Sénat ne devrait pas voter le projet de loi de financement tel que le gouvernement l'a conçu. Près de 2000 amendements sont au menu, issus pour partie des débats à l'Assemblée. Et les négociations entre les sénateurs, majoritairement issus du centre et de la droite, et le gouvernement battent leur plein.

Tractations au Sénat

Le Sénat veut notamment préserver les collectivités locales et faire baisser les coupes prévues de 5 à 2 milliards d'euros. Ce que le gouvernement avait commencé à envisager sous l'effet de la grogne des éluEs locaux, en procédant à l'atténuation des coupes de 0,5 point pour les départements le 15 novembre. Quand 70 % des budgets des départements sont des missions sociales (aide sociale à l'enfance, AAH, RSA...), c'est une dégradation majeure des services publics qui s'annonce.

Autre sujet sur la table cette semaine : la taxe sur l'électricité serait abaissée finalement, tandis que celle sur le gaz, augmentée ! Un effet de vases communicants sans effet réel. Les coupes sont là même si le gouvernement Barnier essaye de négocier chaque millier d'euros. Si le gouvernement continue de privilégier tout ce qui peut sauver « la compétitivité » et de détruire ce qu'il reste aux classes populaires pour ne pas sombrer, il doit aussi composer avec la volonté des sénateurs de ramener les suppressions de postes dans



l'Éducation nationale de 4000 à 2000. Le ministre du Budget, Laurent Saint-Martin, contraint, explique que le déficit pourrait dépasser la barre fatidique des 5 % du PIB...

Sur le plan de la santé, pas de petit recul prévu. Baisse de la prise en charge des consultations médicales et des médicaments, report de l'augmentation des pensions des retraités, augmentation des jours de carence dans la Fonction publique sont toujours à l'ordre du jour. Ces mesures vont continuer d'appauvrir et de dégrader les conditions de vie des plus fragiles et tirer l'ensemble du salariat vers le bas.

Licenciements

Ce budget, qui est un énième coup de massue contre les classes populaires, s'inscrit dans une situation où le patronat jette des milliers de personnes à la

ruë. Il est d'autant plus criminel socialement qu'il vient s'ajouter à l'offensive du patronat qui, pour maintenir ses profits dans le cadre de la concurrence mondiale, a engagé une véritable saignée dans l'emploi industriel. Depuis le début de l'année, 150 000 emplois directs et indirects ont été supprimés, et cela va continuer. Des plans de licenciements qui ont lieu dans des secteurs parfaitement rentables, gavés d'argent public : 500 millions d'euros de crédit impôt compétitivité emploi pour Auchan entre 2013 et 2018... Après Vencorex, Airbus, Michelin et tant d'autres, c'est au tour d'Arcelor Mittal d'annoncer la fermeture de deux sites à Reims et Denain, condamnant 135 personnes au chômage.

Mobilisation générale!

Les logiques parlementaires ne suffiront pas, ni contre le budget

d'austérité, car il existe un arsenal législatif qui permet l'application du budget précédent sous forme de « loi spéciale », permettant une gouvernance par ordonnances et la mise en place d'un gouvernement technique, ni pour maintenir et reconvertir les emplois.

Les batailles locales qui viennent de commencer doivent pouvoir s'unir. Dans la fonction publique, une large intersyndicale appelle à une journée de grève le 5 décembre. Sur le front de la défense de l'emploi, la journée nationale appelée par la CGT le 12 décembre doit permettre de faire converger les résistances. Dans la SNCF la mobilisation continue avec l'appel à une grève reconductible à partir du 11 décembre. Et pour défendre également les travailleurEs sans-papiers, menacés par les politiques de plus en plus répressives, nous serons également dans la rue le 14 décembre. Pour faire de ces échéances un succès nous avons besoin de mettre toutes nos forces dans la bataille. Le NPA a interpellé les organisations du mouvement ouvrier pour agir conjointement face à la vague de licenciements et de suppressions d'emploi. Une telle mobilisation unitaire, comme celle qui s'est constituée en juin autour du Nouveau Front populaire, est plus que jamais nécessaire pour faire reculer le gouvernement, le patronat et l'extrême droite et imposer des mesures d'urgences sociales et écologiques.

Fabienne Dolet



Acturama

CONTRE LES VIOLENCES SEXISTES ET SEXUELLES, TOUJOURS LÀ!

Samedi 23 novembre, dans de nombreuses villes, 100 000 féministes ont manifesté contre les violences sexistes et sexuelles et notamment pour une loi-cadre (voir *l'Anticapitaliste* n° 730 du 21 novembre). Fortes et déterminées!
© NPA

SOCIAL Mettre un coup d'arrêt aux fermetures de sites et licenciements

Après les premières suppressions d'emplois et de fermetures annoncées par Sanofi, Michelin et Auchan, de nouvelles annonces de suppression d'emploi tombent chaque semaine, presque chaque jour.

La filière automobile est la plus touchée. Dans le cadre d'une situation au moins européenne les restructurations engagées chez Renault, les baisses de production continues chez Stellantis tentent de répondre à la concurrence exacerbée, à la stagnation voire aux baisses des ventes notamment dans l'électrique qui s'inscrivent dans la durée.

Dans toutes les branches, toutes les régions

Les mesures décidées ou envisagées impactent d'ores et déjà plusieurs sous-traitants ou équipementiers que ce soit Valeo (Normandie, Sarthe, Isère), Amis (Montluçon), Dumarey et Novarex en Alsace, et en contre-coup, Michelin. Dans la chimie, la fermeture de Vencorex (Isère) et celle de WeylChem Lamotte (Oise) pourraient bien n'être que l'amorce d'une séquence importante de suppressions d'emplois dans ce secteur. Et au-delà de ces exemples qui ont plus ou

moins franchi le mur du silence médiatique ce sont des dizaines (centaines) de milliers d'emplois qui sont condamnés dans les mois qui viennent dans de multiples branches (sidérurgie, alimentation, habillement). L'expérience montre qu'à ces milliers de suppressions de postes de travail dits « directs » il convient d'ajouter 3 à 4 fois plus de suppressions d'« indirects » que ce soit dans le commerce, les transports et même les services publics. Même si certaines régions comme le Nord, l'Est ou l'Ouest sont particulièrement impactées, tous les territoires risquent de connaître ces situations désespérées.

Et pendant ce temps-là le gouvernement regarde ailleurs

À la question du journal *les Échos*, le 22 novembre, « la multiplication des annonces de plans de licenciement augure-t-elle selon vous d'un retournement du marché du travail? », la ministre du Travail, Astrid Panosyan-Bouvet, ose

répondre: « Non. Des tensions mais pas un retournement. Il faut être lucides et mobilisés, sans verser dans le catastrophisme ». Osera-t-elle aller tenir ce discours à Cholet, Vannes ou dans l'Isère? Même le très officiel OFCE (Observatoire français des conjonctures économiques) se montre nettement plus pessimiste pour la fin de l'année, mais surtout pour 2025 avec 143 000 emplois en moins et un taux de chômage qui se hausserait à 8% en fin d'année prochaine. Pour le gouvernement, il semble n'y avoir pas de sujet, tout juste l'occasion de mesures de répression contre celles et ceux qui comme à Cholet tentent de défendre leurs moyens de vivre: sept ouvriers, dont un militant de la CGT, étaient convoqués au tribunal d'Angers vendredi dernier à la demande de Michelin qui se permet d'invoquer sa « liberté » du travail avec l'appui de l'appareil judiciaire à défaut de pouvoir dans l'immédiat assumer politiquement une intervention des forces de police contre le piquet de grève.

Élargir la riposte

Sur de nombreux sites, la mobilisation se construit. Mais on est encore « chacun dans son coin » et bien souvent sur la revendication d'un « départ digne ». Devant l'ampleur de la purge annoncée, entamée, c'est plus que jamais un « tous ensemble » qu'il faut construire. Dans les filières, dans les régions. En lien avec la défense de l'emploi public lui aussi violemment attaqué. L'interdiction des licenciements, la suppression des aides au patronat accordées tant par les gouvernements de droite que de gauche, la réduction du temps de travail ne seront pas obtenues lors de batailles parlementaires. Plusieurs dates de mobilisation dans le public comme dans le privé sont au calendrier de décembre. Nous devons nous en saisir pour amplifier les mobilisations encore trop éparses pour faire reculer patronat et gouvernement.

Robert Pelletier

Six mois après la demande formulée par son procureur Karim Khan le 20 mai dernier, ces mandats pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité ciblent directement la violence systémique israélienne et l'oppression coloniale qui écrasent le peuple palestinien depuis des décennies.

Justice internationale ou stratégie de façade?

L'initiative de la CPI est saluée par de nombreux et de nombreuses militantEs pour les droits humains mais elle suscite aussi des interrogations: pourquoi tant d'années de silence face à l'apartheid israélien?

Pour beaucoup, ces mandats ne sont qu'un premier pas. La CPI devra prouver qu'elle peut aller au-delà de symboles en obligeant les États signataires du Statut de Rome à exécuter ses mandats d'arrêt. La réalité est que de nombreux pays, notamment les États-Unis, utilisent leur influence pour saboter ces efforts. Washington a déjà exprimé son opposition, dénonçant une « politisation de la justice internationale », et continuant à couvrir les crimes israéliens sous prétexte de sécurité. En Hongrie, le gouvernement a promis d'accueillir le génocidaire et de ne pas l'arrêter.

L'Allemagne suit le même chemin. Le gouvernement semble peu enclin à exécuter les mandats d'arrêt émis par la CPI; il a laissé entendre qu'il n'était pas favorable à une telle initiative. « J'ai du mal à imaginer que des arrestations puissent avoir lieu en Allemagne sur cette base », a déclaré le porte-parole du gouvernement lors d'un point presse ce vendredi.

La machine de mort israélienne ne s'arrête pas

Sur le terrain, la situation en Palestine est plus désespérée que jamais. Dans la bande de Gaza, la défense civile a rapporté le 21 novembre qu'une frappe israélienne sur Gaza avait causé la mort de 22 personnes pendant la nuit. Parallèlement, un autre raid nocturne dans les secteurs de Beit Lahia et Jabaliya, au nord, a entraîné des dizaines de morts et laissé de nombreuses personnes portées disparues, selon des sources médicales locales. Plus de 120 Palestiniens ont été tués depuis le 21 novembre.

PALESTINE La CPI réagit, la rue doit continuer la mobilisation

La semaine dernière, la lutte pour la justice en Palestine a connu un tournant décisif avec les mandats d'arrêt émis par la CPI (Cour pénale internationale) contre Benjamin Netanyahu, Premier ministre israélien, et Yoav Gallant, ministre de la Défense.



Au Liban aussi, les bombardements et les massacres continuent. Des dizaines de villages et des quartiers entiers de Beyrouth ont été rasés, au prix de plus de 3 000 morts, en majorité des civils, en un mois et demi seulement.

La communauté internationale: entre hypocrisie et espoir

Si des pays commencent à reconnaître la souveraineté palestinienne sur les territoires occupés, cela reste insuffisant: Israël continue de bénéficier d'un soutien inconditionnel de l'Occident. Les timides condamnations de la colonisation ou des crimes de guerre ne sont que des déclarations creuses si

elles ne s'accompagnent pas de sanctions concrètes comme l'embargo sur les armes, la suspension des accords commerciaux et l'isolement diplomatique.

L'inaction de l'Union européenne est flagrante. Alors que les violations du droit international par Israël sont bien documentées, Bruxelles préfère par exemple renforcer ses partenariats économiques et technologiques avec Tel-Aviv. Cette hypocrisie est un affront aux principes de justice et de droits humains.

Un appel à l'action anticapitaliste et solidaire

La lutte pour la Palestine n'est pas qu'une question humanitaire ou de droit international: c'est une bataille contre l'impérialisme, le colonialisme et le capitalisme globalisé. Israël est un rouage clé du système impérialiste mondial, bénéficiant de milliards de dollars d'aides et de technologies militaires qui servent ensuite à réprimer les luttes populaires ailleurs dans le monde. Des actions concrètes, comme le mouvement BDS (Boycott, désinvestissement, sanctions), sont des réponses puissantes et nécessaires pour affronter cet empire colonial. En France, les occupations et blocus d'universités relancent le mouvement de solidarité envers la Palestine.

Il appartient à chacun d'intensifier la pression sur les gouvernements, les entreprises, et les institutions qui soutiennent l'occupation. Les mandats de la CPI ne suffiront pas à libérer la Palestine. La liberté viendra du terrain, de la résistance populaire et de la solidarité internationale. La justice pour la Palestine, c'est la justice pour toutes celles et ceux qui luttent contre l'oppression et l'exploitation à travers le monde.

Amel

No comment

Sans budget, on prend le risque d'un scénario à la grecque [...] Personne n'a été élu pour ajouter de la crise à la crise

MAUD BREGÉON, porte-parole du gouvernement, le 23 novembre dans le Parisien

Agenda

Vendredi 29 novembre, réunion publique avec Philippe Poutou, Perpignan (66). À 18h30, au Nautilus, 20, rue Jules-Verne, 66000 Perpignan.

Lundi 2 décembre, Rencontres de la Brèche avec Solène Brun autour de son livre *La domination blanche*, Paris 12^e. À 19h à la librairie la Brèche, 27, rue Taine.

Judi 12 décembre, projection de *Rouge, la couleur qui annonce le journal* en présence d'Olivier Besancenot et Edwy Plenel, Montreuil (93). À 20h30, cinéma Le Méliès, 12, place Jean Jaurès.

Samedi 14 décembre, manifestations anticapitalistes. À Paris, à 14h, place de Clichy.



Samedi 14 décembre, soirée de soutien aux inculpés du procès du béton, Alençon (61). Rendez-vous à la Chapêlmêle, 41, chemin des Châtelets 61000 Alençon, à partir de 18h30.



Plus d'articles, plus d'actus, des vidéos, des analyses et des émissions sur

l'Anticapitaliste.org

l'Anticapitaliste l'hebdou du NPA

Rédaction: redaction@npa2009.org

Diffusion: diffusion.presse@npa2009.org

Administration: 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN: 2269-3696

Commission paritaire: 0419 P 11508

Société éditrice: Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication. SARL au capital de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage: 1800 exemplaires

Directrice de publication: Penelope Duggan

Secrétaire de rédaction: Fabienne Brifault

Maquette: Ambre Bragard

Impression: Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 21 Mail: rotoimp@wanadoo.fr



COLONIALISME Quand l'armée française massacrait au Sénégal...

Le massacre colonialiste, raciste, commis il y a 80 ans, le 1^{er} décembre 1944, par l'Armée française de la Libération à l'encontre des tirailleurs «sénégalais» dans le camp militaire de Thiaroye (banlieue de Dakar) reste largement méconnu, victime des mensonges de l'État français¹.

Quand il en reconnaît l'existence, c'est pour en occulter l'ampleur, la nature et la responsabilité des autorités d'alors qui se prétendaient les championnes de la démocratie contre la barbarie fasciste. Aujourd'hui, le massacre est même récupéré à des fins patriotiques : le 18 juillet, l'Office national des combattants et victimes de guerre (sous tutelle du ministère des Armées) a attribué la mention «Morts pour la France» à six d'entre eux. En fait assassinés par la France!

Tuer toute idée d'émancipation

Ils sont plus que six tués ce jour-là. Officiellement, 35. Chiffre contesté par les historienEs dont certainEs parlent de plusieurs centaines. Ces soldats — recrutés en 1939-1940 dans les colonies de l'Afrique occidentale française (AOF), emprisonnés dans des camps allemands en France (les nazis refusant les Noirs sur le sol germanique), libérés puis rapatriés (afin notamment de «blanchir» l'armée française à l'approche de la Libération) — réclament alors ce qu'on leur promet depuis des mois : le paiement des arriérés de leur solde de captivité, d'ailleurs fixée à un taux inférieur à celui des prisonniers français. La réponse des autorités coloniales et militaires, digne des nazis, consiste à rassembler des centaines de tirailleurs sur une esplanade du camp. Abattus à la mitrailleuse, ils sont jetés dans des fosses communes. Des blessés sont achevés. Le général Dagnan, commandant les troupes sur place, justifie la tuerie en invoquant, outre une inexistante rébellion armée, la crainte de l'état-major que ces soldats «forment le noyau agissant de tous les groupements hostiles à la souveraineté française». Tout comme pour les massacres du Constantinois (survenus peu après), ce crime d'État est conçu comme un «coup de bistouri» (dixit le général de Boisboissel, commandant supérieur des troupes de l'AOF), un exemple destiné à ôter aux coloniséEs toute idée d'émancipation. Il faut faire comprendre à ces tirailleurs — témoins de la déroute militaire française en 1940, ayant passé quatre ans en France, côtoyé des métropolitains et, pour certains, rejoint la Résistance — qu'ils doivent rester à leur place : des sujets de l'empire français. La «Libération», ce n'est pas pour les indigènes!

Solidarité avec les coloniséEs

Sous la pression de chercheurEs et de militantEs français et africains, s'est fissurée la chape de plomb de la machine à mensonges étatique. Mais la France impérialiste se garde bien de reconnaître le massacre et sa responsabilité. La commémoration du 80^e anniversaire, organisée par le Sénégal, est un enjeu économique et diplomatique pour la France et les dirigeants africains qui, pour leurs intérêts propres, surfent sur la colère de leurs peuples à l'égard de la Françafrique. Pour nous, anticolonialistes et antiracistes, l'enjeu est de réaffirmer notre solidarité active avec les peuples avides de vérité, de justice, de dignité et notre ferme détermination à combattre, à leurs côtés, notre propre impérialisme. France, hors d'Afrique!

Germain Gillet

1 — Armelle Mabon, *Le massacre de Thiaroye. 1^{er} décembre 1944. Histoire d'un mensonge d'État*, éditions Le Passager clandestin, 2024.

À lire sur le site



De Biden à Trump, la fin à l'aide militaire à Israël n'est pas à l'ordre du jour, par Dan La Botz

UKRAINE Ce que cachent les missiles hypersoniques

Le jeudi 21 novembre Poutine «dévoilait» une nouvelle arme de son arsenal en ordonnant le lancement du missile hypersonique, «Oreshnik» (noisetier), de portée intermédiaire. Un «test» réussi ou une démonstration d'impasse de son «opération militaire spéciale»?

Les États-Unis avaient été informés, 30 minutes avant, du lancement de ce missile sans ogive nucléaire mais capable d'en transporter. Il n'a guère fait de dégâts, frappant une ancienne usine de Dnipro. Il s'agissait pour Poutine d'une opération théâtrale à plusieurs dimensions envers divers publics : faire peur, en Ukraine et auprès des opinions publiques de pays la soutenant ; en poussant d'un cran la rhétorique nucléaire dans ses menaces à destination de l'Occident, en amendant un oukaze pour signifier que toute aide apportée à l'Ukraine signifierait le pays concerné comme «cobelligérant» et susceptible de représailles nucléaires.

Parallèlement, il s'agissait pour Poutine de se montrer rassurant en direction de la population russe, quant aux capacités de défense du pays. Le dirigeant russe s'est réjoui de la réussite d'un «test» — permettant de lancer la production d'autres missiles de ce type. Sauf que son coût serait selon les experts, de 100 à 200 fois supérieur à celui des missiles quotidiennement envoyés sur l'Ukraine (et massivement interceptés). Par ailleurs, l'Ukraine a déjà été confrontée à l'envoi de missiles hypersoniques russes précédemment qualifiés par Poutine d'invincibles. Ce fut le cas en mai 2023, lorsque Kiev s'est servi d'un système antimissile américain Patriot pour détruire un missile Kh-47M2 Kinjal (lancé sur l'Ukraine depuis un MiG-31 russe)

et qui, selon Poutine comme il l'a redit pour son «Oreshnik», ne pouvait être intercepté...

Les difficultés du régime poutinien

Mais surtout, Poutine a accompagné sa présentation de l'opération «Oreshnik» d'une mesure significative à destination de ses soldats : l'annulation de leurs dettes — ce qui s'ajoute à plusieurs mesures budgétaires déjà prises pour trouver des volontaires — et aider leur famille lorsqu'ils meurent au front, ce qui est la règle. Début novembre, selon des services de sécurité étatsuniens, la Russie aurait formé des soldats nord-coréens qui pourraient aller sur le front. Cela marquerait à la fois un tournant de la guerre et un aveu. Jusqu'alors il n'y a eu aucun recours à des troupes étrangères

pour se battre aux côtés de Kiev ou de Moscou — mais ce recours soulignerait encore la difficulté de recrutement de soldats — ce qui est également vrai en Ukraine, avec un autre contexte. Poutine s'est tourné vers les populations les plus pauvres du fin fond de la fédération de Russie et a offert des salaires bien supérieurs à ce qu'offre l'industrie, produisant aussi des pénuries de main-d'œuvre de ce côté. L'économie de guerre russe tourne à plein régime et distribue des salaires — mais elle ne permet pas de «vivre» ni de produire ce dont la population a besoin. Et l'inflation risque d'aggraver les tensions. Globalement, «l'opération militaire» lancée par Poutine en février 2022 était supposée obtenir une chute du gouvernement Zelensky et une soumission de l'Ukraine

POUTINE VA-T-IL GÂCHER LES FÊTES DE NOËL?



CHARMAG

au «monde russe» en quelques jours. Depuis près de trois ans, les UkrainienNEs résistent toujours (ce qui a surpris Biden et autres forces de l'OTAN) en réclamant les moyens de repousser l'invasisseur.

L'Ukraine se bat, en légitime défense

Dans l'attente de négociations qui seraient catalysées par Trump après son investiture, les deux parties cherchent à consolider leur position. Selon la presse états-unienne, le président Biden a autorisé Kiev à effectuer sous sa supervision des attaques sur le territoire russe avec des missiles d'une portée de 300 km capables d'atteindre la région de Koursk où seraient les forces nord-coréennes. Il s'agirait de dissuader celles-ci d'intervenir et de cibler des sites militaires d'où partent les attaques répétées sur les infrastructures et populations de l'Ukraine depuis des mois — faisant des milliers de morts et centaines de milliers de blessés.

Cette guerre a transformé le régime russe dans un sens fascisant — tuant ses opposantEs, les emprisonnant ou les forçant à s'exiler. Elle a aussi creusé des haines «anti-russes» même dans les régions russophones de l'Ukraine. Sans que cesse l'aveuglement d'une partie des gauches dans le monde dont le seul ennemi impérial possible était l'Otan — et qui, pour certains, voient en Poutine une alternative progressiste à l'Occident¹.

L'ère Trump ouvre de grandes incertitudes. Notre rôle est d'aider la résistance populaire en Ukraine² — armée et non armée, et indépendante des gouvernants — et les opposantEs russes à la guerre en construisant les alternatives internationalistes.

Catherine Samary

1 — Lire notamment Ilya Budraitskis, Ilya Matveev et Catherine Samary dans *l'Anticapitaliste* et *Inprecor*.

2 — Voir Catherine Samary en février 2024.

AFRIQUE DE L'EST Au Mozambique, la fraude de trop

Les mobilisations témoignent d'une volonté de changement mais l'opposition est loin de représenter une alternative politique au service des populations.

Coutumier des cyclones, le Mozambique, pays lusophone d'Afrique australe, connaît une tout autre tempête. Celle de la mobilisation massive contre les fraudes électorales du scrutin du 9 octobre. Alors que les autorités ont proclamé la victoire de Daniel Chapo, le candidat du parti au pouvoir le Frelimo avec 71% des voix, Venâncio Mondlane, le principal opposant crédité de 20% des voix, conteste ces résultats.

Fraude et corruption

Le Frelimo est coutumier des fraudes électorales qui lui permettent de conserver le pouvoir depuis l'indépendance du pays en 1975. Mais aujourd'hui cela ne passe plus, et la contestation est massive pour deux raisons principales. Le niveau de fraude est sans précédent. Beaucoup d'observateurs ont témoigné de bourrage d'urnes, d'incohérence dans les chiffres aboutissant à des totaux d'électeurEs dépassant les 100%. La communauté d'Afrique australe, la SADC, s'est refusée à entériner la victoire de Chapo. L'embarras est tel que la Cour constitutionnelle ne s'est toujours pas prononcée. La seconde raison est que les populations veulent un véritable changement. Le Frelimo au pouvoir, c'est une corruption de près de deux milliards de dollars qui a véritablement plombé la croissance économique du pays.

De l'aveu même des autorités, les deux tiers des habitantEs sont sous le seuil de pauvreté. La politique de discrimination envers certaines communautés a favorisé la naissance d'une guérilla djihadiste dans la région de Cabo Delgado, mettant à l'arrêt l'énorme projet de production de gaz dans lequel TotalEnergies est impliqué.

Climat de répression

Venâncio Mondlane s'est proclamé vainqueur des élections et a appelé la population à lutter contre le «banditisme électoral». Les manifestations ont été importantes et se sont déroulées dans la quasi-totalité des provinces du pays. Le pouvoir a répondu par une terrible répression. Les forces l'ordre ont tiré à balles réelles contre les manifestantEs. Les organisations de défense des droits humains estiment que 70 personnes ont perdu la vie. Les arrestations sont nombreuses. La police profite du quadrillage social du Frelimo pour arrêter et exécuter les leaders des mobilisations dans les quartiers. L'avocat et un proche collaborateur de Venâncio Mondlane ont été tués en pleine rue. Mondlane, qui s'était réfugié en Afrique du Sud, a affirmé être victime d'une tentative d'assassinat. Il vit aujourd'hui dans la clandestinité. La combativité populaire n'est pas assez forte pour balayer le régime mais

elle l'est suffisamment pour empêcher une normalisation de la vie politique.

Une absence d'alternative

Une situation d'équilibre précaire qui pousse l'ensemble des partis à se coaliser dans un front large de l'opposition pour exiger la vérité des urnes à l'initiative de Mondlane. Ce n'est pas son premier combat contre les fraudes électorales. En 2023, il avait lutté contre l'inversion des résultats à ses dépens lorsqu'il était candidat à la mairie de Maputo. À cette époque, Mondlane représentait la Renamo, le principal parti d'opposition. Ce dernier lui a refusé l'investiture pour les présidentielles de 2024, il s'est alors tourné vers Podemos, un petit parti composé essentiellement d'anciens du Frelimo dont les deux candidats n'ont pu se présenter. C'est donc la rencontre d'un candidat cherchant un parti et d'un parti cherchant un candidat qui s'est opérée. Le bras de fer de Mondlane contre la dictature du Frelimo ne doit pas faire oublier qu'il a chaleureusement félicité Donald Trump pour son élection, et il ne s'agit pas d'une simple manœuvre diplomatique tendant à faire de Washington un allié. Cet ancien pasteur évangéliste a exprimé son admiration pour Bolsonaro et a rencontré lors de sa visite au Portugal le parti d'extrême droite Chega. Ce qui rend d'autant plus nécessaire une autonomie de la mobilisation vis-à-vis d'une opposition qui ne représente pas réellement une alternative.

Paul Martial

POUR UNE AGRICULTURE PAYSANNE... PAR-DELÀ LES FRONTIÈRES



L'accord de libre-échange du Mercosur met à mal les productions agricoles vivrières et les revenus des paysans, sans aucune réflexion sur les changements climatiques. Il est emblématique d'un modèle économique et écologique en bout de course.

Mercosur: non merci, c'est sûr!

Contrairement à ses annonces de février dernier, Macron n'a rien fait pour changer l'accord de libéralisation du commerce entre l'UE et les pays du Mercosur (Argentine, Uruguay, Brésil, Paraguay, Bolivie).

Malgré l'opposition développée par une coalition de 450 organisations transatlantiques (Stop UE-Mercosur) dont une cinquantaine en France (CGT, Attac...) et en dépit de la nouvelle mobilisation du monde agricole en Europe et du rejet des opinions publiques, la Commission européenne refuse toujours de rouvrir les négociations sur le fond. Les médias, les parlementaires, les organisations n'ont pas accès aux documents de la négociation, alors que l'accord serait signé fin 2024. La Commission européenne qui dispose d'un mandat de négociation au nom des 27 États membres, peut passer outre l'opposition de l'Autriche, des Pays-Bas, de l'Italie, de l'Irlande, de la Belgique, de la Pologne.

Contraire à l'urgence climatique et sociale

L'accord du Mercosur répond aux intérêts des multinationales et ignore les droits sociaux et la protection de la planète. D'un côté, c'est un débouché pour les firmes européennes pour écouler les voitures, machineries, produits pharmaceutiques,

équipements de haute technologie. De l'autre, sa ratification encouragera l'agro-business à produire toujours plus en Amérique

du Sud, dans des conditions sociales et environnementales déplorables et contraires à la lutte contre le réchauffement climatique.

Ce sera 99 000 tonnes de viande bovine sur le marché européen en plus des 30 000 tonnes actuelles, avec des droits

de douane diminués, plus 180 000 tonnes de volailles, 25 000 tonnes de porcs, 180 000 tonnes de sucre, 450 000 tonnes d'éthanol...

Une vraie incitation à la surproduction de produits dopés aux pesticides, dont ceux que l'Europe interdit sur son sol mais refourgue en toute logique néocoloniale. Une incitation également à déforester davantage, à détruire la biodiversité, à produire des tonnes de GES (gaz à effet de serre) supplémentaires.

L'accord commercial concerne aussi le secteur minier, en particulier celui de l'extraction du lithium dont la Bolivie et l'Argentine (et le Chili) seraient riches. L'exploitation du lithium, convoité pour les batteries, utilise des quantités d'eau phénoménales pompées dans les nappes phréatiques. Cette exploitation enrichit les firmes souvent étrangères et fait payer les conséquences aux populations.

Sa ratification encouragera l'agro-business à produire toujours plus dans des conditions sociales et environnementales déplorables

Un accord commercial défavorable aux paysans ici et là-bas

Selon Maxime Combes (Attac) « le prix de la terre abordable, le climat favorable à une production abondante, le coût de la main-d'œuvre très faible, des normes moins strictes » pourront entraîner la disparition de producteurs en Europe, incapables de rivaliser avec les prix bas des produits importés, et impacter les emplois agricoles dans les pays du Mercosur: les monocultures d'exportation favorisent la concentration des exploitations au détriment de la paysannerie familiale et des cultures vivrières, détruisent les emplois, compliquent l'accès à la terre. De chaque côté de l'océan, nos intérêts sont communs.

Commission nationale écologie

RETOURNER DES PANNEAUX C'EST BIEN...



CHARMAG

ENTRETIEN « L'urgence, c'est de donner un revenu aux paysans »

L'Anticapitaliste a posé trois questions à **Dominique Soullier**, paysan à la retraite et membre de Confédération paysanne dans l'Hérault.

Que vous pensez-vous du Mercosur?

Cela fait plus de trente ans qu'on est contre les accords de libre-échange, donc on n'a pas changé de vision des choses. Tous ces accords plus ou moins libéraux pour faire accélérer le commerce sont des trompe-l'œil. Surtout pour les paysans. Pour faire du commerce international, il n'y a pas besoin de ces accords. Derrière, il y a le dumping social avec des pays qui n'ont pas du tout les mêmes réglementations environnementales, mais surtout sociales. On peut commercer dans le monde entier sans avoir des accords de libre-échange où c'est l'agriculture qui sert de monnaie d'échange. Il y a 30 ans on avait démonté un MacDo, parce que l'OMC avait donné l'autorisation à l'Amérique de taxer tous les produits qui rentraient, dont le roquefort. On était un peu seuls à cette époque-là à être antimondialistes. Moi, ce qui m'intéresse, c'est de nourrir mes voisins. Ce qui ne veut pas dire

qu'on n'est pas solidaires dans les endroits où il y a des problèmes s'il faut envoyer de la nourriture. Mais la base c'est de commencer par voir nos ressources et travailler sur du local, et après on verra s'il y a besoin de commercer avec divers pays, s'il y a vraiment besoin de rentrer du maïs, du soja aux OGM ou si on est en capacité de produire de l'alimentation pour nos animaux.

Qu'est-ce qu'il y a derrière les actions de la FNSEA, de la Coordination rurale et des Jeunes Agriculteurs?

Leur idée est de se faire voir par rapport aux élections dans les chambres agricoles qui ont lieu à la fin de l'année. Ils bougent et ils profitent de la misère et des problèmes agricoles, puisque l'agriculture ne va pas très bien en France, ni même en Europe. Les actions en cours détournent aussi une partie de la problématique et de la vérité. Ce sont des écrans de fumée pour montrer qu'ils sont

là et qu'ils essaient de défendre les paysans alors que le Mercosur ne va pas faire rentrer de l'argent dans les caisses des paysans à court terme. Il y a énormément de besoins de trésorerie dans beaucoup de fermes. Ils veulent continuer à défendre un modèle en bout de course.

Quelles sont vos propositions à la Confédération paysanne?

Nous, on se mobilise sur le Mercosur, mais de toute façon cela fait partie de notre ADN. On ne vient pas de le découvrir. On revendique depuis 30 ans un minimum de protectionnisme, soit en Europe, soit en France, pour que les paysans puissent vendre leurs produits, sans être agressés totalement par diverses ententes qui les plombent. Je veux dire, depuis le Rainbow Warrior, on a signé des belles ententes avec la Nouvelle-Zélande. Depuis, les éleveurs d'agneaux ont du mal à vendre leur viande d'agneau parce

qu'on en importe trois fois plus que ce qu'on produit en France. À des prix défiant toute concurrence. En plus, l'économie ne se retrouve pas obligatoirement au niveau du consommateur. Et il y a un coût carbone qui est assez important. De même pour les céréales ou la viande de bœuf qui va monter d'Argentine. Les clauses miroirs, y croit qui veut. C'est une fois de plus un écran de fumée.

Et localement, vos combats concernent surtout la vigne...

Aujourd'hui, pour le monde viticole, il y a une mévente du vin mais des importations de vin importantes. Quand France AgriMer donne des subventions pour arracher, c'est fait, mais les paysans, ils remplacent par quoi? L'Europe finance la replantation. Il y a un abandon complet et total de tout le monde sur la reconversion. Parce qu'aujourd'hui, on laisse les viticulteurs arracher et



mettre ce qu'ils veulent. Le conseil départemental ne s'engage pas du tout sur le prospectif de la culture méditerranéenne, qui est en train de changer depuis 4-5 ans de façon accélérée à cause des problématiques climatiques. Le devenir de la culture méditerranéenne est en question. On va avoir des réfugiés climatiques en France. Qu'est-ce qu'on fait de tous ces paysans? L'urgence, c'est comment les paysans peuvent avoir du revenu? Comment créer un véritable revenu paysan? **Propos recueillis par Fabienne Dolet**

SOCIAL Contre la surexploitation des travailleurEs immigréEs, Russes et UkrainienNEs uniEs dans la grève!

Orange Fox Bikes, dont le siège est à Barcelone, a ouvert une branche parisienne située 32, rue Feydeau, métro Bourse, au printemps 2024. Composée de travailleurEs réfugiéEs de Russie et d'Ukraine, elle propose des visites touristiques à vélo dans Paris. Nous avons rencontré Bogdan, guide touristique de l'entreprise.

Sept travailleurEs assurent les visites et la maintenance des vélos entre les rotations. Selon nos sources, le gérant, âgé de 19 ans, n'aurait pour fonction que de signer des documents et n'aurait pas de contrat ainsi qu'aucun lien juridique avec le siège de l'entreprise, dont le propriétaire, Oleksandr Vasyliiev serait lui récidiviste pour avoir mené en Ukraine des « infractions à l'entreprise ». Les travailleurs, eux, sont payés sous le smic et n'ont aucun contrat de travail.

La saison terminée, les conditions de travail s'aggravent

Depuis le licenciement de la quasi-totalité des mécaniciens à la fin de la saison touristique, le dernier en poste effectue des semaines de 7 jours avec une cadence infernale, sur des journées qui représentent entre 7 heures et 10 heures de travail quotidien.

Dans la foulée, le salaire des guides a été diminué pour cause de fin de saison et de baisse d'activité. Pour Bogdan et quatre de ses collègues, c'en est trop. Ils ont entamé une grève le 23 octobre 2024. Des personnes arrivent sur site, alors qu'elles ne sont pas employées, pour tenter de casser la grève.

L'immigration, c'est moins un problème pour la bourgeoisie quand il s'agit de travail dissimulé. Comme beaucoup de réfugiés, Bogdan, originaire de Russie, nous raconte avoir trouvé ce job via un réseau communautaire, où un camarade travaillait pour Orange Fox Bikes. Profitant de leur situation précaire et juridique, la direction leur verse un salaire horaire d'environ 7 euros de l'heure, sans aucun contrat, pourtant réclamé par tous depuis leur embauche, et profère des menaces de déportation vers la Russie (donc vers la prison pour certains car en opposition au régime de Poutine) et l'Ukraine (pour « prendre les armes »), afin de mettre un terme à la grève.

La détermination inébranlable des grévistes

Cette grève a conduit à une perte de 75 clients dès le premier jour. L'entreprise est à l'arrêt complet. Soutenus par l'US CGT Commerces et Services et l'UD CGT de Paris, les travailleurs occupent les lieux jour et nuit depuis le 15 novembre.

Leurs revendications : des contrats de travail conformes à la législation française avec rétroactivité salariale ; une augmentation des salaires à hauteur de la convention collective.

La direction a répondu par la proposition d'un CDD de 20 heures / mois ; le reste étant non déclaré. Les travailleurs ont refusé.

Grâce à la saisine de l'inspection du travail et en vue de la convocation du patron par celle-ci, l'avocat du patron s'est rendu sur site promettant oralement une régularisation de la situation. Sans salaire depuis plus d'un mois, les grévistes ont mis en place une caisse de grève¹. Et pourtant, de l'argent, il y en a, dans les caisses du patronat!

Diego Moustaki

1 - <https://www.helloasso.com/associations/union-syndicale-cgt-du-commerce-et-des-services-de-paris/formulaires/1>

À lire sur le site



Trop c'est trop! Nouveau suicide de patient en psychiatrie à Toulouse,
par Pauline Salingue



Gaza, ne détournons pas les yeux,
par Marie Schwab

SOCIAL Accélération du démantèlement de la SNCF

Au premier janvier 2025, les cheminotEs de fret SNCF (le transport de marchandises) basculeront dans deux sociétés de droit privé : 4 500 à Hexafret et 500 à Technis (entretien des locomotives). Le tout sera chapoté par Rail Logistique Europe avec possibilité d'ouverture du capital. Au passage, ce sont 500 emplois qui disparaissent...

C'est la conséquence logique du Pacte ferroviaire de 2018 (Macron) contre lequel les cheminotEs avaient lutté pendant plus de trois mois à l'époque. Ce Pacte ferroviaire étant lui-même la conséquence de la réforme ferroviaire de Hollande en 2014.

Ouverture à la concurrence

L'ouverture à la concurrence du fret commence à être une vieille histoire : elle est effective au début des années 2000. Pour les libéraux, elle devait permettre à de nouvelles entreprises (souvent des filiales d'autres grands groupes ferroviaires européens) de gagner de nouvelles parts de marché et ainsi relancer un transport de marchandises sur rail en déclin. Résultat 20 ans plus tard ? La part du fret ferroviaire n'a cessé de dégringoler passant entre 2000 et 2018 de 16 % à 8 % des marchandises transportées. Pire, une entreprise en pointe dans le secteur comme DB Cargo (de la Deutsche Bahn) vient d'annoncer la suppression de 2 300 postes au 1^{er} janvier 2025, soit 13 % de ses effectifs. Malgré ce bilan calamiteux, le gouvernement persiste et signe dans la déréglementation avec une nouvelle étape dans la libéralisation du trafic voyageur, notamment régional (TER) à Amiens, Nantes, Nice, Marseille où des cheminotEs seront transféréEs dans des

entreprises privées. Le scénario sera identique avec les TGV : dans l'objectif de la rentabilité, la SNCF envisage la suppression de nombreuses dessertes jugées non rentables. En 2018 déjà la SNCF avait estimé que seulement 80 (sur plus de 200) destinations TGV étaient réellement rentables. Loin de favoriser le développement du chemin de fer, les entreprises concurrentes viendront se positionner sur les segments à forte rentabilité (comme Paris-Lyon) et délaisseront les autres. Et dans la perspective de « rester dans la course », la SNCF continuera de laisser tomber les

lignes « non rentables ». Notons par ailleurs que les entreprises privées viendront faire des profits sur des infrastructures financées par de l'argent public. C'est un signal calamiteux, aussi bien pour les salariéEs du secteur que pour la population en termes d'aménagement du territoire et d'environnement, le train restant un des modes de transport parmi les plus écologiques.

Retour sur la grève du 21 novembre

C'est pour ces raisons que l'intersyndicale avait appelé les cheminotEs à se mettre en grève le

COMME CHAQUE FIN D'ANNÉE ON VA POUVOIR SE PAYER LES CHEMINOTS



CHARMA

21 novembre. Mais en dehors de certains services et endroits, cela n'a pas été un raz-de-marée. Pour exemple, au fret même, moins de 17% des cheminotEs ont répondu à l'appel et à peine 25%, tous services confondus au niveau national (chiffres de la direction). Sans doute que dans la tête de nombreux collègues, le fret est déjà une histoire ancienne, un peu comme un combat perdu d'avance sur lequel 20 ans de mobilisations n'ont pas réussi à inverser la tendance. Cependant, la grève a aussi très bien pris dans certains endroits : à la banlieue de Paris gare de Lyon, il y a eu 89% de grévistes chez les tractionnaires et 75% chez les contrôleurs, 91% de grévistes parmi les équipes TER de Nîmes/Alès ou encore 65% de grévistes chez les conducteurs TER Pays de Loire.

Une riposte à la hauteur encore à construire

Mais ce qui préoccupe pour beaucoup les collègues en ce moment, c'est la question des salaires. Le même jour avait lieu les NAO qui n'ont strictement rien donné (+ 0,5%).

L'intersyndicale cheminote appelle à une grève, avec reconduction, à partir du 11 décembre au soir. La fonction publique, de son côté, sera en grève le 5 décembre et dans le secteur privé un autre appel contre les licenciements se profile pour le 12 décembre. Gageons que ces mobilisations permettront de prendre confiance pour passer à l'étape supérieure.

Car face aux suppressions d'emplois qui touchent la SNCF et la fonction publique d'un côté et les licenciements dans le privé de l'autre, face aux salaires trop bas pour maintenir la tête hors de l'eau, l'heure n'est pas à l'éparpillement mais à la construction d'une mobilisation d'ensemble.

CorrespondantEs

SANTÉ CHU Clermont-Ferrand : cycles de travail imposés, on n'en veut pas!

Le mouvement de grève a commencé le 8 octobre au service de cardiologie dont une partie du personnel s'est mise en grève contre des trames de planning inconcevables qui ne permettent plus de concilier travail et vie personnelle.

Le travail à l'hôpital est dur physiquement et psychologiquement, et s'il nous est impossible d'avoir une vie de famille et sociale à côté du boulot cela deviendra intenable.

Des organisations du travail qui épuisent

Quelques exemples d'aberrations : 40 heures par semaine de nuit avec 4 nuits d'affilée, des séries de 4 semaines du matin ou du soir qui vont engendrer de la fatigue ; des week-ends de repos qui pourront s'inverser au moment des changements de cycle mettant en grande difficulté les personnels avec des obligations de garde alternée ; la multiplication des repos isolés, des jours de repos qui changent toutes les semaines au cours du cycle.

On entend une petite musique en fond que pour assurer l'attractivité et faciliter le recrutement des nouveaux employéEs,

le passage en 12 heures serait souhaitable. La direction s'est même fendue d'un guide sur comment appliquer les 12 heures en service. Que ce soit le changement de cycle ou de durée de la journée de travail, cela n'a qu'un but, faire des économies sur notre dos en supprimant des postes.

La mobilisation est forte

Des assemblées générales et rassemblements ont eu lieu sur les trois sites (au CHU de Clermont-Ferrand, à Gabriel-Montpied à Estaing, à Louise-Michel à Cébazat), de nombreux personnels y ont participé. Des liens, des échanges riches ont pu avoir lieu entre les agentEs des trois sites, un groupe de discussion WhatsApp a été mis en place pour réfléchir aux actions à mettre en place. Le personnel en grève prend en main sa lutte avec le soutien de l'intersyndicale CGT, FO, SUD du CHU. Une pétition pour soutenir le mouvement est en ligne sur change.org¹. Depuis, le mouvement n'a fait que s'amplifier, de plus en plus des services en grève, de nombreuses banderoles aux fenêtres et affichettes sur les murs afin de montrer notre mécontentement. Les différents articles et reportages dans les médias, les nombreux appels à la grève, les différents rassemblements médiatisés, la pétition en ligne ont

permis de faire sortir cette lutte en dehors des murs de l'hôpital et de faire le lien avec un risque d'épuisement professionnel qui aura automatiquement des répercussions sur les soins apportés.

Une direction obtuse et méprisante

La direction du CHU n'aime pas voir sa politique antisociale étalée au grand jour ; cela nuit à l'image du CHU. Le rapport de forces tend à s'inverser en faveur des agentEs, après plus d'un mois, la directrice générale a enfin daigné recevoir les organisations syndicales avec les salariéEs pour échanger sur cette problématique.

Cette entrevue a eu lieu le 15 novembre, le personnel s'est encore mobilisé devant la direction générale. La délégation comprenait 5 agentEs dont le service était en grève accompagnés des représentants syndicaux CGT, FO, SUD. Cet échange a duré deux heures sans réelle avancée, cette direction reste campée sur ses positions. Le personnel ayant participé à cette réunion a été choqué du peu d'humanité, de cette posture de mépris de la part de la direction. La mobilisation va devoir se poursuivre et s'amplifier pour obtenir gain de cause.

Correspondante

1 - Pour la signer : <https://chng.it/p86KQRxkrM>

Vie du NPA l'Anticapitaliste

RNC Réunir nos comités pour mieux débattre

Les 7 et 8 décembre aura lieu à Paris, la Rencontre nationale des comités (RNC) 2024. Pendant deux jours des délégués représentant tous les comités du NPA vont échanger sur leurs expériences politiques et les questions qui les animent.

SOUSCRIPTION

Imprimez comme vous militez...

En 1976, la Ligue communiste révolutionnaire fonde l'imprimerie Rotographie à Montreuil. Pour produire «Rouge», son quotidien, mais aussi pour doter le mouvement ouvrier d'un outil utile aux luttes.

Parmi les camarades qui se lancent dans l'aventure, il n'y a pas un seul imprimeur de profession, mais qu'importe. Cela s'apprend.



Imprimer en toute indépendance

Il s'agit avant toute chose de faire tourner les machines. De la composition à la photogravure, de l'impression au façonnage, il faut se former à tout. Même les travaux d'aménagement et d'entretien du bâtiment reposent sur les travailleurEs de l'imprimerie. C'est un maigre prix à payer pour une précieuse indépendance. Dans un contexte où les imprimeurs sont responsables pénalement de ce qu'ils impriment, alors que la Ligue a déjà été interdite à deux reprises par le passé, imprimer soi-même, c'est la garantie de pouvoir imprimer ce qu'on veut. Le journal d'un parti révolutionnaire, son matériel électoral lorsque la Ligue, puis le NPA, présentent des candidats aux présidentielles, ou encore les publications de camarades à l'étranger, censurés dans leur pays d'origine.

Un espace autogéré

À l'imprimerie, il n'y a ni chef ni patron. Travailler à Roto, c'est faire l'apprentissage d'une gestion démocratique de son lieu de travail, avec ses joies et ses peines, ses limites et ses échecs. Mais toujours avec enthousiasme et conviction! Dans la tradition des conseils ouvriers, on tient des réunions d'atelier pour discuter des conditions de travail, des horaires, des cadences et des salaires. Pendant une période, on édite même un journal interne, à destination des travailleurEs de l'imprimerie, où les différents ateliers s'expriment et débattent. Mais l'autogestion, pour Roto, c'est aussi la diffusion de son propre modèle et l'aide à la création d'autres imprimeries, comme cela a été fait en Kanaky dans les années 1980.

L'imprimerie de toutes les luttes

Dès la fondation de Rotographie, la LCR choisit d'ouvrir son imprimerie aux autres organisations du mouvement social. Il ne fait pas sens de la garder pour soi! Une volonté qui s'affiche jusqu'en manifestation, quand les travailleurEs de Roto — jusqu'à une trentaine au total — défilent derrière une banderole «Rotographie: l'imprimerie au service du mouvement ouvrier». Cette volonté d'ouverture au monde militant n'a pas pris une ride. Aujourd'hui, Rotographie imprime l'intégralité du matériel du NPA, certes, mais aussi d'autres organisations politiques d'extrême gauche, ainsi que celui de sections syndicales, de collectifs féministes, écologistes, antifascistes ou de solidarité internationale et même de clubs de foot militants. Près de 50 ans après sa fondation, Rotographie continue d'être l'imprimerie de tous les combats... tant qu'il le faudra! C'est que nous souhaitons continuer à faire vivre en achetant le bâtiment de Montreuil. Faites un don!

Les camarades de l'imprimerie



FAIRE UN DON ICI

<https://don.npa-lanticapitaliste.org/>

Moment démocratique privilégié de l'organisation, cette année la RNC est pensée comme une rampe de lancement du congrès du NPA qui se tiendra, lui, en avril 2025. Les travaux de la RNC serviront en effet de base aux premières discussions préparatoires du congrès.

Jetons un œil, non exhaustif, au programme

Le samedi débute par une discussion sur nos relations avec la IV^e Internationale. Quel rapport plus structuré entretenir avec la «IV»? Et pourquoi? Comment faire en sorte que les débats internationaux soient mieux intégrés aux nôtres? Notamment les discussions sur le Manifeste écosocialiste que la IV^e discutera et adoptera à son congrès de février 2025.

À midi, pause autour d'un repas partagé où chaque camarade apporte un mets de sa région. L'après-midi reprend avec les ateliers sur notre intervention

sur les lieux de travail et dans la jeunesse. Pensé comme une rencontre nationale publique privée en format réduit, ce bout d'après-midi ne sera pas réduit en intensité! Jugez plutôt: quelle riposte face aux licenciements et aux attaques sur la fonction publique? Question brûlante dans la séquence actuelle! Quelles réponses à la crise et pour les emplois? Quelle action des travailleurEs et usagerEs face à la crise écologique? Comment porter le rapprochement CGT/FSU/Solidaires dans nos syndicats?

Bilan des mobilisations sur les licenciements

Dans la séquence d'affrontement importante qui s'est ouverte, entre plans de licenciement dans le privé et attaques des services publics, la RNC sera également

l'occasion de discuter du bilan du 5 décembre et de ses suites, de mobiliser les comités et les secteurs d'intervention pour construire le toutEs ensemble qui permettra de relancer un cycle de combat social contre le gouvernement et les patrons et de gagner sur nos revendications: interdiction des licenciements, défense de la protection sociale et des services publics, reconversion de secteurs industriels, réduction du temps de travail, etc.

On terminera la journée en s'interrogeant sur comment construire une organisation militante et inclusive, implantée dans tous les secteurs de notre classe et qui intervienne sur les lieux de travail, dans les quartiers populaires et la jeunesse. Pas moins!

Repos bien mérité lors d'une soirée découverte de Rotographie, notre nouveau local. Évidemment on devrait y parler souscription... C'est avec une discussion sur notre antiracisme que la RNC se clôturera dimanche. Des questions comme «Quelles interventions antiracistes pouvons-nous développer?» ou «Quelle articulation entre oppressions et lutte de classe?» seront au menu. Sur la route vers le congrès, cette RNC est un moment pour aller vers la réactualisation du projet du NPA d'un courant marxiste-révolutionnaire qui puisse être un outil pour agir sur les dynamiques de regroupement des anticapitalistes. Pour renforcer le NPA afin de pouvoir davantage le tourner vers l'extérieur et les discussions avec d'autres organisations.

William Daunora

JEUNESSES ANTICAPITALISTES

Après des réunions de rentrée réussies, se mobiliser avec les Jeunesses anticapitalistes!

Dans le cadre des réunions publiques lancées par les Jeunesses anticapitalistes (JA), les venues de Olivier Besancenot et Philippe Poutou à Bayonne, Poitiers et Strasbourg ont réuni près de 400 personnes au total en novembre!

S'organiser contre les attaques réactionnaires et autoritaires!

La jeunesse est régulièrement la cible des politiques répressives et de mise au pas par l'État pour empêcher son émancipation et assurer un tri social pour assurer les besoins du capitalisme. Les fortes mobilisations des jeunes dans les quartiers à la suite de l'assassinat de Nahel ou pour écarter le fascisme aux portes du pouvoir démontrent sa capacité à porter des mobilisations massives et radicales. Depuis des décennies, l'État a tout fait pour casser ces mobilisations de la jeunesse en la précarisant, avec de la répression et un tri social toujours plus fort. Alors que la précarité des jeunes explose, il y a urgence à se mobiliser contre la destruction des universités et les attaques réactionnaires envers les droits de toutes les personnes opprimées!

Pour remporter des victoires, l'unité de notre camp social!

Les réunions publiques ont permis de donner la parole aux collectifs et organisations de jeunesse engagées aux côtés des Jeunesses anticapitalistes. Sont intervenus à Poitiers, les FRAP (Féministes Révolutionnaires À Poitiers), le CAPE (Collectif Antifasciste de Poitiers et Environs) et le collectif Transports Gratuits et Performants Grand Poitiers. À Strasbourg, l'Alternative Étudiante Strasbourg (Union



NPA-L'ANTICAPITALISTE

étudiante) a rappelé la nécessité de s'organiser par le syndicalisme étudiant contre la précarité et la sélection à l'université. La Jeune Garde Strasbourg est également intervenue sur la lutte des jeunes contre l'extrême droite et ses

idées. À Bayonne sont intervenus le collectif Sutan, l'organisation Bainoako Anticapitalistak ainsi que la FSU 64 en solidarité avec les militantEs convoquéEs à la suite de leur action lors de la course «Korrika» en mars 2024.

S'engager avec les Jeunesses anticapitalistes

Les différentes prises de parole ont permis d'appeler les jeunes à rejoindre les luttes et à s'organiser. Pour porter un projet de société sans le capitalisme, le patriarcat, le racisme et tous les systèmes d'oppression, la mobilisation massive des jeunes est essentielle! Les JA militent également pour l'autodétermination des peuples (ukrainien, palestinien, kurde, kanak). Il est plus qu'urgent de s'opposer à toutes les guerres impérialistes, de construire et d'affirmer haut et fort notre solidarité avec tous les peuples qui résistent, qui luttent pour leur liberté et leur autodétermination! Rejoignez-nous lors des prochaines mobilisations à Bayonne, Poitiers, Strasbourg et partout en France!

Les Jeunesses anticapitalistes

À lire sur le site



ESSAI Extrême droite: la résistible ascension, coordonné par Ugo Palheta



ESSAI Le culte de l'auteur. Les dérives du cinéma français, de Geneviève Sellier

Nancy Pour l'unité du NFP par en bas. Plus de 300 personnes, dont beaucoup de jeunes, sont venues le 14 novembre à l'appel du comité local du Nouveau Front populaire et de l'intersyndicale universitaire «Espoir», pour une soirée-débat: «Quelles réponses face à l'extrême droite?» Iels ont pu y entendre notre porte-parole Christine Poupin porter nos idées féministes et écologistes, ainsi que d'autres intervenantEs dont Raphaël Arnault, Raphaëlle Remy-Leleu (Les Écologistes), Martine Etienne (ancienne députée LFI)... En présence d'un public enthousiaste, la soirée s'est tenue en sécurité grâce à un SO unitaire de 40 personnes porté par les antifas locaux et la Jeune Garde. À Nancy, nous construisons depuis juillet un comité local du NFP qui dépasse la simple union d'appareils, pour essayer de fédérer dans un front unique par la base touTEs les actrices de la gauche de lutte. Et même si

actuellement les syndicats sont plutôt en observation, et si PS-PCF restent en retrait (mais sans oser rompre), le succès de cette réunion témoigne du besoin d'agir de notre milieu! C'est un levier important pour étendre nos actions vers des espaces périurbains qui ont ici massivement basculé vers le RN. Si l'unité est un combat, notre NPA en prend ici toute sa part, avec loyauté mais en portant sa politique: unitaire et révolutionnaire!

CorrespondantEs



NPA-L'ANTICAPITALISTE

ANTIVALIDISME « Il faut autoriser cette part de monstruosité, avec son côté lumineux et son côté violent »

Entretien. Elsa est vidéaste (« On se laisse la nuit »), militante féministe et antivalidiste. Après une vidéo remarquée, « Handicap et cinéma »², elle a été récompensée pour un scénario mettant en scène des personnes handicapées dans un court-métrage d'horreur, mais le film peine à passer au stade de la réalisation, victime de préjugés validistes.



C'est quoi, pour le handicap, la productivité ?

Entrer dans le monde du travail m'a conduit à développer une réflexion militante sur le handicap. J'étais metteuse en scène et brusquement mon corps à lui seul racontait quelque chose sur scène, me valant des réflexions du genre : peux-tu tenir ce rôle alors que tu boites ?

Et il y avait les conditions matérielles d'existence. L'intermittence, c'est précaire, et j'ai commencé à manquer d'argent. Comme la plupart des jobs de subsistance me sont inaccessibles, j'ai dû me tourner vers la MDPH (maison départementale pour les personnes handicapées), où je me suis heurtée à la violence administrative. Qu'a prévu la société pour les gens comme moi ? Trop handi pour faire certaines choses, pas assez pour avoir droit aux miettes de l'AAH (allocation adulte handicapée) !

C'est la question de la productivité. Est-ce que tu mérites plus que le minimum si tu ne contribues en rien ? Le fait de juste exister en tant qu'humain ne peut être un but en soi. Regarde les ESAT (établissements ou services d'aide par le travail), on leur fait faire des trucs ! Pareil avec les Cafés Joyeux, qui s'inscrivent dans une tradition religieuse charitable. Pitié religieuse et pitié sociale se rejoignent sur la nécessité de trouver aux handis une productivité, même si cela ne vaut que pour ceux dont le handicap se voit bien. Toi et moi, on est seules conscientes de nos handicaps, on a alors la charge de faire oublier notre perte de productivité.

J'en suis donc venue à Youtube. Ma chaîne *On se laisse la nuit* m'a permis de continuer à créer tout en me détachant du milieu du spectacle. J'ai sorti la vidéo *Handicap et Cinéma* en m'apercevant que l'on ne trouvait aucune représentation de nous depuis *Freaks*³. L'injustice artistique s'ajoute à l'injustice matérielle : j'ai droit à moins car la société

ne m'autorise pas à ne pas être productive ET je n'ai pas de représentations artistiques car elles émanent des valides.

La société ne m'autorise pas à ne pas être productive ET je n'ai pas de représentations artistiques car elles émanent des valides

Suite logique, ton film...

Le but était de traiter différemment du handicap, par un film d'horreur qui raconte autre chose sur le corps handi, mais le projet a été refusé par des valides parce que jugé trop violent ! Pourtant, le scénario a reçu un prix, il est apprécié... mais il y a encore du chemin avant de faire accepter le fait d'avoir une bande d'handis qui soient des méchants. La liberté de montrer une face moins positive du handicap nous est refusée. On a le droit à la comédie, au drame, c'est tout. Surtout si on veut des actrices handi et pas de creeping up⁴. C'est une expérience assez folle en tant qu'handi d'avoir une personne valide qui te dit : « non, tu ne peux pas parler de ce que tu es comme ça ».

Heureusement, j'avais des handis autour de moi pour me rassurer sur l'intérêt de ce que j'avais écrit. On a la même volonté de pêter les murs de positivité autour de la représentation du handicap. Dans la société, on doit rester des martyrs et en même temps nos représentations doivent apporter de la joie aux valides, incarner des leçons de vie. Briser ces narratifs en créant une communauté vengeresse, violente, aux envies malsaines rend frileux. Comme si les valides redoutaient qu'il y ait là-dedans une part de vrai. Si un groupe d'handis cherchait à se venger d'une société validiste, n'auraient-ils pas un peu raison ? Dans le film d'horreur, avec le handicap psy, la personne

devient le croquemitaine : c'est le sociopathe tueur. Le handi psy offre la narration du monstre qui ne se voit pas : cette personne a l'air normal ! C'est différent avec le monstre physique. On considère ça comme insultant, un monstre handicapé. Donc on le maquille, en zombie par exemple. Quand le handicap se voit, ça devient une responsabilité collective : on ne peut plus en faire un prédateur dans un film. Ça voudrait dire que la société a failli : « Regardez ce que la société a fait à ces gens ! »

Tu parles de « se réapproprier notre monstruosité »...

Il y a bien des films comme *La Colline a des yeux*⁵ qui parlent de handicap sans le nommer, mais c'est une parade que je refuse. Je veux en parler explicitement, il est utile socialement de le nommer. Ça touche à une frange de la société qu'on ne sait pas gérer : il faut montrer ce malaise. On a aussi pensé à produire à l'étranger, là où le sujet semblait plus abordable, mais j'ai envie que ça naisse dans mon pays, là où je vis, avec des actrices françaises, de parler aux gens qui ont vécu les mêmes choses que moi. Je vais donc adapter mon idée dans un livre avec la liberté plus grande que permet la littérature, même si je pense qu'un jour je voudrai à nouveau en faire une représentation visuelle, car le choc, nécessaire, est plus grand.

Les valides nous empêchent de vivre des émotions négatives par rapport à ce que l'on est. Cela gêne aussi au regard des aidantEs qui sont omniprésents via les associations. On a l'impression que nos pensées négatives reviennent à critiquer toutes les personnes qui nous ont aidéEs, aiméEs jusque-là. C'est rare de naître handi dans une famille handi : évidemment qu'on aime les valides ! On ne cherche pas à aller vivre loin d'eux ! Mais pour autoriser une pensée positive, lumineuse autour des valides et de la

société, il faut qu'on puisse avoir des pensées plus sombres. C'est une construction normale de la psyché. Comment pourrait-on être « comme tout le monde » sinon ?

Ce qui a choqué dans mon histoire, c'est que pour la première fois au cinéma, le monstre s'est fait tout seul. Souvent, dans nos cas, ce qu'on est peut être monstrueux pour nos familles, pour nos aidantEs, mais il n'y a personne à blâmer pour ça. On est des monstres, nos propres monstres et il faut nous autoriser cette part de monstruosité, avec son côté lumineux mais aussi avec son côté violent.

Dans mon histoire, pour la première fois au cinéma, le monstre s'est fait tout seul

On a le droit de jouer avec nos corps et nos esprits, avec la répulsion qu'ils peuvent causer. Évidemment que ça fait mal de vivre cette répulsion mais on ne nous autorise pas à ressentir cette douleur pleinement : « Ce sont des idiots. Tu boites mais t'es belle, t'es folle mais t'es hyper intelligente »... N'empêche que machin a eu peur, ne me fait pas confiance, n'a pas voulu me tenir la main. Pas parce que c'est un idiot, mais parce que c'est un petit garçon de 6 ans qui trouve ça laid, ce que j'ai. Cela ne veut pas dire que je me trouve laide mais quelqu'un a trouvé ça laid et je ne vais pas pouvoir l'effacer. Or, ça ne peut pas devenir une force si on ne me laisse pas m'en saisir. Laissez-moi jouer avec cette peur que vous ressentez : on va savoir, vous et moi, que c'est pour rire et l'exorciser.

La communauté handi a ceci d'impossible à saisir et à défendre politiquement : les handis vivent des réalités très différentes, même avec le même handicap ! On ne vit pas la douleur de la même manière, on ne vit pas le regard extérieur pareil... Certains ne peuvent pas s'exprimer : à quel point est-on légitime à parler en leur nom ? La question terrible est : les handis font-ils partie de la société ? À quel niveau de handicap en font-ils encore partie ?

Propos recueillis par par Anjela de Rennes

1 – <https://www.youtube.com/watch?v=2YvgCk8h8g>

2 – <https://youtu.be/4MblWsmEQ4>

3 – Tod Browning, *Freaks*, 1932.

4 – Pratique consistant à grimer des acteurEs valides pour leur donner une apparence handi.

5 – Wes Craven, *The Hills have eyes*, 1977.

Suis-nous

linktr.ee/lanticapitaliste

lanticapitaliste.org

[NPALanticapitaliste](https://www.youtube.com/channel/UCNPALanticapitaliste)

[Lanticapitaliste](https://www.instagram.com/lanticapitaliste)

[Lanticapitalis1](https://www.tiktok.com/@Lanticapitalis1)

[anticapitaliste.presse](https://www.facebook.com/anticapitaliste.presse)

[lanticapitaliste](https://www.pinterest.com/lanticapitaliste)



Retrouve-nous

Sur notre chaîne YouTube L'Anticapitaliste, le média du NPA : vidéos, émissions, reportages, entretiens sur l'actualité des luttes avec celles et ceux qui les font !

Découvre notre presse

Profite de notre promotion d'essai :

12 € = 3 mois d'hebdo

ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

Et chaque mois,

l'Anticapitaliste la revue

Le n°161 est disponible

Pour te le procurer, tu peux envoyer un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à :

l'Anticapitaliste,
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil cedex.



Abonne-toi



Soutiens la presse anticapitaliste et reçois **l'Anticapitaliste** chez toi le vendredi !

Découvre toutes nos offres d'abonnement sur notre site (6 mois, 1 an ou à durée libre).

Contacte-nous

Pour faire remarques et observations, envoyer des photos ou des articles, écris-nous à : redaction@npa2009.org



Dis-nous

Un problème avec ton abonnement ? Il arrive trop tard dans ta boîte ? Fais-le nous savoir à : diffusion.presse@npa2009.org

L'image de la semaine

PALESTINIEN CHERCHANT UNE AIDE DE L'EUROPE

